



© Lunion

ÉTUDE DE CAS

Janvier 2025



Révolte fiscale au Kenya:
*Quand la rue fait plier le
gouvernement*

TABLER DES MATIÈRES

POINTS CLÉS	3
CONTEXTE	4
RÔLES DES JEUNES ET OUTILS NUMÉRIQUES	4
CONSÉQUENCES	5
LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME	5
CONCLUSION	6
ANNEXES	7

POINTS CLÉS

- En mai 2024, le gouvernement kényan a présenté un projet de loi de finances controversé, visant à augmenter les taxes pour rembourser la dette nationale.
- Les jeunes Kényans, particulièrement mobilisés, ont utilisé des outils numériques et des plateformes sociales comme TikTok et Instagram pour initier les premières protestations.
- Des manifestations massives ont débuté le 18 juin 2024, culminant avec l'attaque du Parlement le 25 juin et le retrait du projet de loi le 26 juin.
- Le mouvement s'est caractérisé par son recours à des stratégies novatrices, comme la traduction du projet de loi en langues locales et l'utilisation d'outils numériques pour mobiliser.
- Amnesty International et d'autres organisations ont dénoncé des violences policières, y compris des disparitions forcées et des exécutions extrajudiciaires.



CONTEXTE

En mai 2024, le gouvernement kényan a déposé le projet de loi de finances 2024. Ce texte visait principalement à modifier le système fiscal pour lever 2,7 milliards de dollars et alléger la dette croissante du pays. Le projet de loi incluait des hausses de taxes sur des produits de consommation courante et des services financiers, ce qui a suscité une forte opposition, notamment de la part des jeunes Kényans. Ces derniers, préoccupés par l'impact des mesures sur leur avenir économique, ont initié les premières manifestations, le 18 juin 2024.

Des centaines de manifestants, pour la plupart jeunes, se sont rassemblés à Nairobi¹ pour dénoncer le projet de loi. La police a dispersé la foule avec des gaz lacrymogènes et arrêté 210 personnes. Malgré cela, les manifestations se sont poursuivies et ont gagné en intensité. Les violences policières ont été condamnées par des organisations comme la *Law Society of Kenya* et Amnesty International.²

RÔLE DES JEUNES ET OUTILS NUMÉRIQUES

Les jeunes Kényans ont pris les devants en utilisant les réseaux sociaux pour sensibiliser le public. Des hashtags tels que #RejectFinanceBill2024 et #OccupyParliament ont émergé sur Twitter, TikTok, Instagram et WhatsApp.

Un outil spécifique, appelé Finance Bill Chatbot, a été conçu par un groupe de jeunes activistes kényans spécialisés dans la technologie.³ Cet outil, basé sur ChatGPT, permettait aux citoyens de poser des questions complexes sur le projet de loi et d'obtenir des réponses claires et détaillées. Il a été utilisé pour vulgariser les détails techniques du texte législatif, briser les barrières linguistiques en traduisant les informations dans plusieurs langues locales, et contrer la désinformation sur le projet de loi.

Une autre stratégie innovante a consisté à publier les numéros de téléphone de députés pour permettre aux citoyens de les contacter directement. Cette approche a attiré une attention nationale et internationale, amplifiant l'opposition au projet de loi.



Le président kenyan William Ruto au Forum public de l'OMC en 2014

CONSÉQUENCES

Sous la pression des manifestations, le Parlement a proposé le 19 juin des amendements au projet de loi, supprimant certaines clauses controversées, comme la TVA sur le pain et les droits d'accise sur certains produits. Les manifestants ont cependant jugé ces ajustements insuffisants et continué d'exiger le rejet complet du projet de loi.

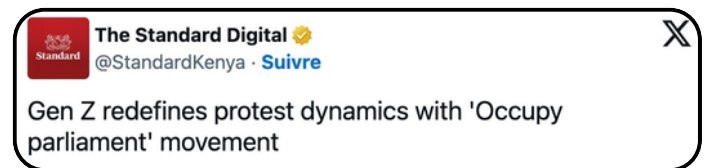
Malgré les protestations, le Parlement a adopté le 20 juin le projet de loi, par 204 voix contre 115.

Le 25 juin 2024 jour du vote pour l'adoption définitive du projet de loi, des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés dans les grandes villes kenyanes, dénonçant le vote et exigeant la démission du président Ruto, en exercice depuis septembre 2022.⁴ À Nairobi, ils ont convergé autour du Parlement puis l'ont envahi après l'adoption du projet de loi, provoquant l'incendie d'une partie du bâtiment. La police a fait usage de la force, entraînant des violences meurtrières. Cet événement a marqué un tournant dans le mouvement, entraînant une condamnation internationale ainsi qu'une demande d'enquête indépendante par Amnesty International.⁵ D'après les derniers chiffres publiés en septembre 2024 en tout au moins 61 personnes sont mortes, 27 sont portées disparues et des centaines d'autres ont été blessées, selon une plateforme de plusieurs organisations de la société civile kényane.⁶

Face à l'escalade des violences et à la pression publique, le président William Ruto a annoncé dès le 26 juin le retrait du projet de loi.⁷ Cette décision fut perçue comme une victoire majeure pour les manifestants, mais

le coût humain des protestations a été très élevé.

Les conséquences politiques sont également nombreuses. Face à la poursuite des signaux de mécontentement, le chef de l'Etat a été amené à dissoudre son gouvernement, le 11 juillet, et à intégrer des éléments de l'opposition dans sa nouvelle équipe. Affaibli, William Ruto a ensuite limogé son vice-président, qu'il accusait d'avoir discrètement soutenu le mouvement de protestation, et a dû procéder à un nouveau remaniement, en décembre, pour intégrer une autre frange de l'opposition, proche de son prédécesseur Uhuru Kenyatta.



ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME

Des organisations de défense des droits humains ont dénoncé la réponse disproportionnée des forces de sécurité. 29 des 82 personnes disparues depuis le mois de juin recensées étaient introuvables en décembre 2024, a ainsi estimé la KNCHR, un organisme public et indépendant veillant au respect des droits humains.⁸ Des appels à une enquête indépendante sur les violences policières ont été lancés, sans réponse du gouvernement.

Les enlèvements de voix critiques du gouvernement se sont poursuivis dans les mois qui ont suivi la mobilisation. Le 30 dé-

-cembre 2024, la police kényane a tiré des gaz lacrymogènes et procédé à de violentes arrestations de dizaines de manifestants pacifiques qui dénonçaient ces disparitions. Un tribunal de Nairobi a décidé le même jour que les forces de l'ordre devaient libérer « *immédiatement et sans condition* » cinq hommes qui auraient été enlevés, et ordonné aux forces de l'ordre de les présenter au tribunal mardi ou « *d'expliquer sous serment les circonstances de l'affaire* » ou le lieu où ils se trouvent. Aucun des disparus n'est apparu au tribunal. La police a nié être impliquée dans les disparitions, mais des militants ont demandé pourquoi celles-ci ne semblent pas faire l'objet d'une enquête.

Dans son discours de vœux pour 2025, le Président a cependant déclaré : « *Il ne peut être nié qu'il y a eu des cas d'actions excessives et extrajudiciaires de la part des membres des services de sécurité* ». ⁹

CONCLUSION

Ces manifestations sont un modèle puissant de mobilisation citoyenne menée par une jeunesse engagée et innovante, moins dépendante des modèles de mobilisation traditionnels du pays. Le mouvement a attiré l'attention de la communauté internationale sur les défis de gouvernance et de justice sociale au Kenya.

Les stratégies digitales employées ont marqué un tournant dans l'organisation des protestations, permettant une vulgarisation efficace des enjeux et une large diffusion de l'information via les réseaux sociaux. L'utilisation coordonnée de plateformes comme TikTok, Instagram, et WhatsApp a permis de surmonter les barrières linguistiques, d'impliquer des communautés éloignées, et de maintenir une pression constante sur les décideurs, en combinant in-

-novation numérique et mobilisation physique.

Comme souvent, les protestations ont été déclenchées par des préoccupations économiques qui ont débordé sur le champ politique. Elles se sont développées hors du contrôle des syndicats et partis politiques traditionnels, illustrant une dynamique horizontale, à partir de la base, qui a su s'implanter sur l'ensemble du territoire. La répression brutale des forces de l'ordre, loin de contenir le mouvement, a amplifié la colère et la détermination des manifestants, en particulier de la jeunesse, dont le courage a été renouvelé par le sentiment qu'elle n'avait plus rien à perdre. Ce point de rupture où la révolte devient irréversible montre l'importance d'identifier les facteurs de déclenchement d'une révolte spontanée et les conditions de sa transition vers une révolution organisée.

ANNEXES

- 1** - BBC News, Qui sont les nouveaux visages de la contestation au Kenya ?, publié le 25/06/2024.
- 2** - Amnesty International, Kenya, les services de sécurité doivent respecter les droits fondamentaux, publié le 02/07/2024.
- 3** - Citizan Digital, This Kenyan-made ChatGPT tool answers your questions about the 2024 Finance Bill, publié le 13/06/2024.
- 4** - RFI, Kenya: un collectif de médecins dénonce la violence de la répression des récentes manifestations, publié le 26/09/2024.
- 5** - Amnesty International, Stop the crackdown on people in Kenya, publié en 06/2024.
- 6** - RFI, Kenya: un collectif de médecins dénonce la violence de la répression des récentes manifestation, publié le 26/09/2024
- 7** - France 24, Kenya : le président William Ruto retire le projet de budget après des manifestations meurtrières, publié le 26/06/2024.
- 8** - Le Monde, "Au Kenya, le président William Ruto reconnaît des exactions des forces de sécurité", publié le 31/12/2024
- 9** - Ibid.